

Insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) attendue dans les zones de conflit du Liptako Gourma et de Ménaka

MESSAGES CLÉS

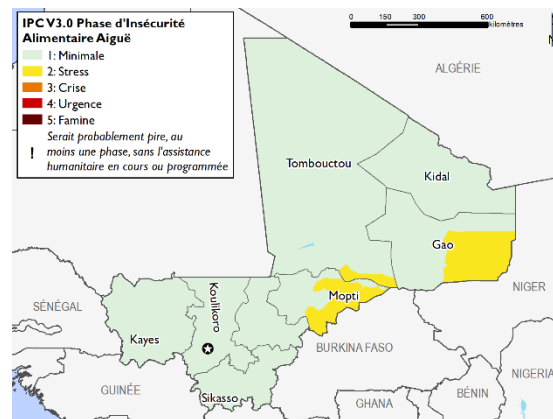
- La hausse de 25,5 pour cent de la production de céréales par rapport à la moyenne est favorable à une disponibilité alimentaire satisfaisante en dépit des incidents sécuritaires qui affectent les flux vers les zones du Centre et du Nord. En plus, le prix des céréales inférieur à similaire à la moyenne permettent à la majorité des ménages d'être en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC).

- La soudure pastorale normale attendue dans l'ensemble, excepté pour la bande du Sahel occidental de Kayes où elle a été précoce dès février à cause du déficit de pâturage et des concentrations inhabituelles de troupeaux, est favorable à des revenus moyens aux ménages éleveurs grâce au maintien d'une production et d'un embonpoint moyens.

- L'accès des ménages aux céréales est moyen dans l'ensemble grâce à la disponibilité moyenne à supérieure à la moyenne de la propre production bien que faibles par endroits, des paiements en nature, et des prix des denrées inférieurs à similaires à la moyenne sur les principaux marchés. Les termes de l'échange chèvre/céréales similaires à supérieurs à la moyenne sont favorables à un accès moyen des ménages éleveurs aux marchés.

- La soudure précoce liée à la mauvaise production agricole dans le sahel occidental et le Liptako Gourma, en plus de la dégradation des moyens d'existence liée aux conflits et aux inondations, amènent les ménages pauvres à recourir de façon atypique à la main d'œuvre, la migration, la réduction des dépenses non alimentaires, et à la dépendance à l'aide humanitaire ou des parents pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Par conséquent, ils seront en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) de février à avril et de crise de mai à septembre 2020.

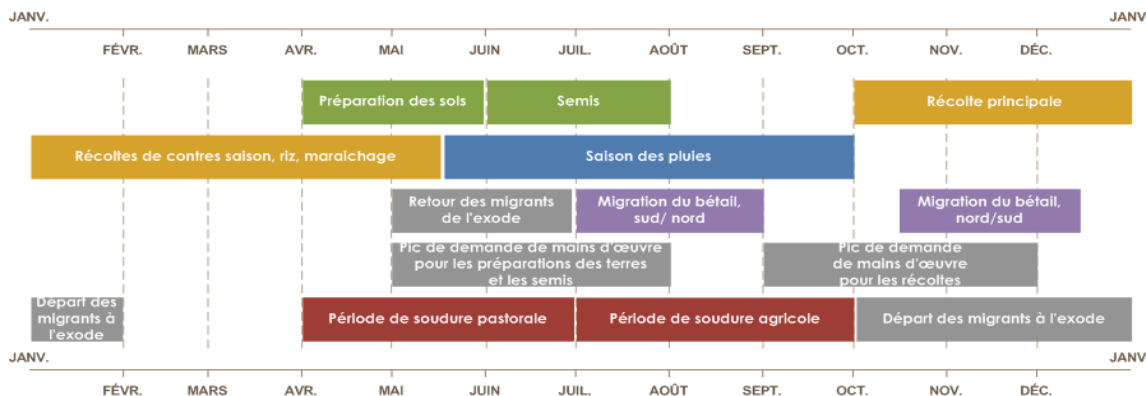
Sécurité alimentaire courante, février 2020



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

Productions agropastorales : L'évolution des cultures de contre-saison est jugée moyenne à bonne dans l'ensemble. Les récoltes en cours, notamment pour le maraîchage, procurent des revenus moyens aux ménages exploitants et améliorent leur diète. L'installation des cultures de décrue se poursuit au niveau des lacs et les perspectives de production sont moyennes, excepté à Kayes où le faible remplissage des mares réduira les productions attendues de 30 pour cent voire plus. Les récoltes en cours et les installations de riz au niveau des périmètres irrigués constituent des opportunités de revenus et de nourriture pour les ménages pauvres.

Les conditions d'élevage globalement moyennes dans le pays sont favorables à une soudure pastorale normale excepté dans la bande du sahel occidental de Kayes (Kayes, Niolo, Yélimané, Diéma) et par endroits dans la région de Mopti et Tombouctou où des déficits de pâturage plus ou moins importants sont observés. L'embonpoint du bétail est satisfaisant dans l'ensemble grâce à la disponibilité du pâturage, bien que faible par endroits et des résidus de récoltes. La descente habituelle des troupeaux transhumants se poursuit avec toutefois des perturbations observées dans les zones de conflit du centre et du nord du pays particulièrement dans la zone du Liptako Gourma, de Ménaka et du nord des régions de Ségou (Niono, Macina). La production laitière est moyenne à bonne à la faveur des bonnes conditions d'élevage. La situation zoo sanitaire est calme dans l'ensemble et la campagne de vaccination du bétail ouvert en novembre se poursuit avec l'appui de certains partenaires humanitaires.

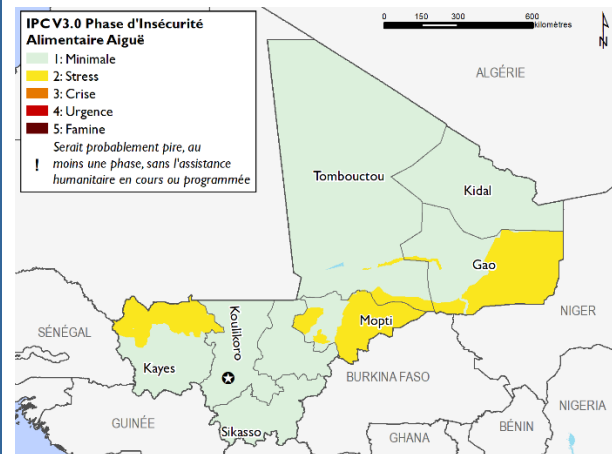
Production de pêche : L'évolution de la campagne de pêche est moyenne dans l'ensemble. La décrue sur les cours d'eau et la levée des mises en défens contribuent à la hausse des captures. Les mouvements de ménages de pêcheurs sont en cours pour rejoindre les pêcheries habituelles et connaissent parfois des perturbations liées à l'insécurité dans le delta du Niger.

Fonctionnement des marchés et prix : L'approvisionnement des marchés en céréales est suffisant dans l'ensemble. L'arrivée des nouvelles récoltes et le déstockage au niveau des grands producteurs et des céréaliers contribuent à la hausse des offres sur les marchés à des niveaux moyens excepté sur certains marchés du Liptako Gourma où la récurrence des incidents sécuritaires et les déplacements des populations engendrent le dysfonctionnement des marchés. Quant au marché de Kidal, approvisionné habituellement à partir de l'Algérie, les flux sont moyens et restent tributaires des mesures politiques en Algérie et à la situation sécuritaire.

Le prix de la principale céréale consommée en fin décembre au niveau des capitales régionales par rapport à la moyenne quinquennale est similaire à Sikasso, Mopti, Koulikoro (-2 pour cent), Kidal (+3 pour cent), Ségou (-1 pour cent), en baisse à Mopti (-12 pour cent), en hausse à Kayes de 15 pour cent, 11 pour cent à Gao et de 10 pour cent à Tombouctou.

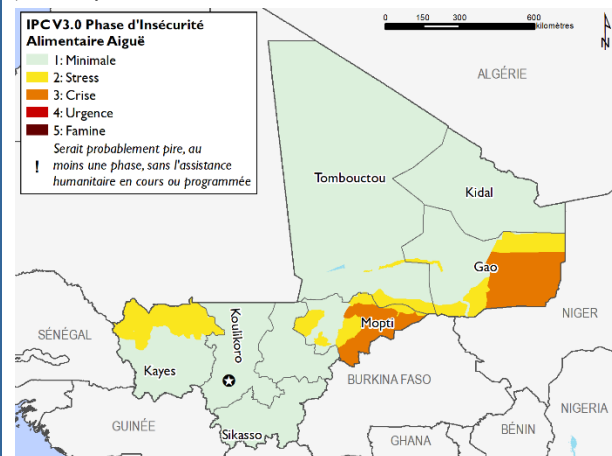
L'offre de bétail sur les marchés est en hausse dans l'ensemble surtout dans la zone du sahel occidentale et dans le Liptako Gourma où la soudure pastorale précoce liée aux mauvaises conditions d'élevage et le dysfonctionnement des marchés

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, février à mai 2020



Source: FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2020



Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

incitent à plus de vente sur les marchés plus sûres des régions voisines, afin de limiter les pertes par mortalités et par pillage/vol. La limitation des exportations vers le Nigéria continue d'affecter le dynamisme des marchés de Gao.

Les prix du bétail sont moyens à supérieurs à la moyenne sur les marchés agricoles du sud du pays mais similaires ou en baisse par rapport à la moyenne sur ceux des régions de Mopti, de Gao et de Tombouctou pour les gros ruminants à cause de la baisse des demandes ; ce qui réduit le revenu des ménages pastoraux. Le prix en fin janvier de la chèvre qui est l'animal le plus vendu par les ménages pauvres, est par rapport à la moyenne quinquennale en hausse de 16 pour cent à Mopti, 15 pour cent à Tombouctou, 20 pour cent à Ménaka, et 9 pour cent à Gao ; ce qui est favorable à un revenu pastoral moyen à supérieur à la moyenne pour les ménages aisés qui disposent encore des effectifs contrairement aux pauvres qui sont limités à cause de leurs effectifs très réduits à cause des fortes sollicitations depuis l'avènement de la crise en 2012.

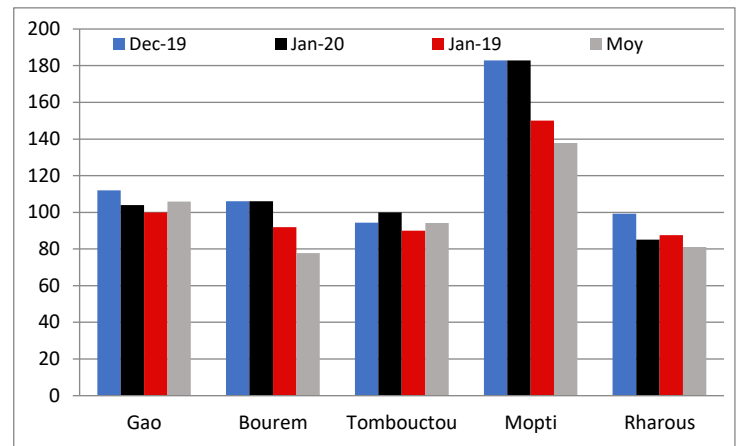
Accessibilité : La hausse globale de 25,5 pour cent de la production de céréales par rapport à la moyenne quinquennale est favorable à une disponibilité moyenne dans le pays. La disponibilité moyenne à supérieure à la moyenne de la propre production, les produits issus de la rémunération en nature, la baisse des prix des céréales et l'amélioration des termes de l'échange chèvre/mil similaires à légèrement supérieurs à la moyenne sur les marchés des zones pastorales (Figure 1) grâce à la baisse du prix des céréales, permettent à la majorité des ménages d'accéder à la nourriture sans grandes difficultés. Cependant, la réduction moyenne à importante des productions dans plus de 30 pour cent des villages particulièrement dans la bande frontalière avec le Burkina à cause de l'insécurité a affecté négativement l'accès des ménages dans ces zones.

Consommation alimentaire : La consommation alimentaire connaît son amélioration habituelle grâce à la disponibilité moyenne des nouvelles récoltes de céréales, de légumineuses, de produits maraichers et des produits animaliers (lait, fromage, viande). Le score de consommation alimentaire pauvre plus limite pour 18,3 pour cent à l'échelle du pays selon ENSAN de septembre 2019 devrait connaître l'amélioration habituelle et être proche de la moyenne des mois de février de 2015 à 2019 qui est autour de 13,5 pour cent. Quant à la diversité alimentaire, elle est au maximum pour la plupart des ménages en cette période grâce à leur accès moyen aux denrées alimentaires diversifiées. L'indice de faim se situe au niveau moyen de la période qui est de 8 pour cent de faim modérée à sévère.

Mouvement de population : Les départs habituels de bras valides à la recherche de ressources supplémentaires se poursuivent normalement vers les centres urbains du pays et des pays voisins. Dans les zones Centres et Nord du pays, la persistance des incidents sécuritaires continue d'intensifier les départs des bras valides et aussi des ménages vers des zones plus sûres. En fin décembre, le nombre de populations déplacée était estimée à 207751 personnes dont 36,3 pour cent dans la seule région de Mopti où des arrivées de réfugiés du Burkina Faso sont également signalées et aussi du Niger dans la zone de Ménaka et de Gao. Des retours de réfugiés maliens continuent d'être enregistrés à travers le pays. Des appuis en vivres et en non-vivres sont effectués à l'endroit des personnes déplacées et des rapatriés par le Gouvernement et les partenaires humanitaires dans le cadre du mécanisme de réponse rapide (RRM).

Situation sécuritaire : La situation sécuritaire reste marquée par la poursuite des incidents sécuritaires qui affectent négativement l'environnement socio-économique dans les régions du Centre et du Nord du pays particulièrement dans la zone du Liptako Gourma ; ce qui réduit les opportunités d'emplois et les revenus par rapport à la moyenne pour les ménages de la zone. Les pertes de biens et les pillages de bétail et de récolte en cours, liées à ces incidents sécuritaires engendrent des dégradations des moyens d'existence qui limitent les capacités des ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires. Les difficultés de mouvement qui en résultent, rendent difficile la mise en œuvre correcte des appuis humanitaires pour les ménages pauvres ; ce qui aggrave leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et limite la reconstitution des moyens d'existence fortement sollicités.

Figure 1 : Termes de l'échange chèvre/mil Kg/tête



Source : FEWS NET

Suppositions

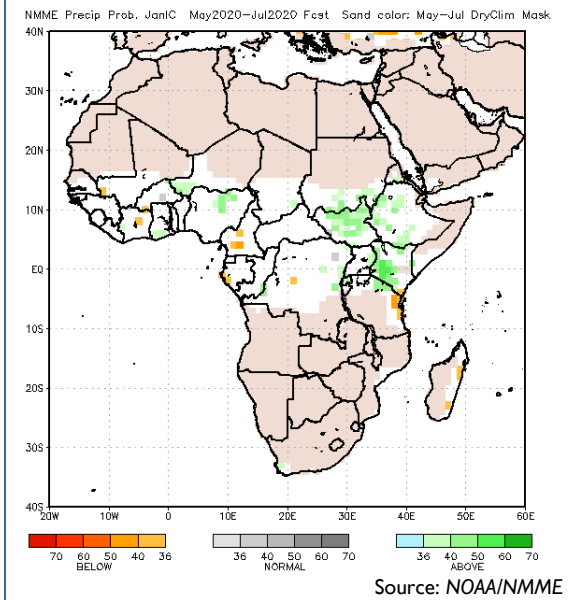
Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire de février à septembre 2020 se base sur des suppositions fondamentales, par rapport à l'évolution du contexte national, qui sont :

- Pluviométrie:** Les divergences de vue entre les modèles de prévision en cette période de faible évidence ne permettent pas d'avoir une hypothèse forte. Le modèle **NMME** projette une situation plutôt moyenne tandis que **IRI**, prévoit des déficits sur la moitié centre et nord du pays. En attendant, les évidences dans les mois à venir, nous optons pour un démarrage de la saison des pluies 2020 à temps dans le pays à partir de mai dans les zones Sud et de juin dans les zones centre et progressivement plus tard dans les zones plus au nord avec le mouvement nordique saisonnier opportun du FIT. Les cumuls de précipitations seront très probablement près de la moyenne. Une bonne répartition dans le temps et dans l'espace des pluies reste cependant nécessaire pour permettre une bonne production agricole pour la campagne qui démarre en juin 2020.
- Crue des fleuves :** La décrue se poursuit sur les différents cours d'eau à travers le pays. Au 20 février 2020, le niveau de la crue sur les cours d'eau est inférieur à celui de l'année dernière à la même période mais supérieur à la moyenne pluriannuelle au niveau de la plupart des stations d'observation. Les prévisions de cumul pluviométrique moyens attendus selon les prévisions météo seront favorables à des écoulements moyens sur les différents fleuves qui desservent le Mali dans les bassins du fleuve Niger et de celui du Sénégal. Au niveau des mares, la décrue se poursuivra à travers le pays et l'installation des pluies à partir de juin favorisera la reconstitution des points d'eau à un niveau moyen à supérieur à la moyenne.
- Les cultures de contre-saison :** L'évolution moyenne des cultures de contre saison se poursuit aussi bien pour les cultures maraichères et pour le riz pour lequel les repiquages sont en cours. Les perspectives de productions sont moyennes dans l'ensemble grâce à la disponibilité moyenne des eaux au niveau des mares, lacs et fleuves. Les récoltes moyennes en cours pour les cultures maraichères et celles attendues pour les contre-saisons de blé en avril et de riz en juin-juillet amélioreront les disponibilités alimentaires et le pouvoir d'achat des ménages exploitants.
- Productions agricoles :** L'installation normale des pluies et la poursuite des appuis en intrants agricoles du Gouvernement et des partenaires (semence, engrais), de distribution d'équipements et les aménagements hydro-agricoles permettent de s'attendre à des récoltes moyennes à supérieures à la moyenne dans le pays à partir d'octobre 2020. Toutefois, l'insécurité continuera à affecter les activités agricoles dans les zones de conflit communautaire; ce qui engendrera des baisses localisées de production notamment dans le nord et le centre du pays.
- Mouvements du bétail et productions animales :** Les troupeaux sont au niveau des zones de concentration habituelle dans les bourgoutières le long du fleuve et autour des résidus de récolte et vers les points d'eau permanents (puits, mares). La remontée habituelle des troupeaux vers les zones de concentration d'hivernage sera observée à partir de juin à la faveur de l'installation des pluies pour la nouvelle saison (juin à septembre). Les difficultés d'accès à certains pâturages dans les zones d'insécurité du centre et du nord du pays impacteront négativement l'embonpoint des animaux. La reconstitution des conditions d'élevage à partir de juin relancera les productions animales.
- Production halieutique :** Les captures pour la campagne en cours qui se poursuivra jusqu'en mars/avril sont moyennes à supérieures à la moyenne au niveau des différentes pêcheries du pays. La levée des mises en défens et les pêches collectives qui auront lieu de mars à avril, contribueront à rehausser le niveau des captures au bénéfice des ménages pêcheurs avant la reprise de la crue en juin/juillet qui réduit les captures.

Les autres activités de moyens d'existence

- Migration et mouvements de population :** Les départs de bras valides vers les centres urbains du pays, des pays voisins et vers les sites d'orpaillage dans les régions de Kayes, Koulikoro et de Sikasso sont en cours. Les ressources moyennes en nature et en espèce envoyées de février à juin et/ou rapportées par les bras valides de retour à partir de mai-juin contribueront à soulager les ménages pendant la période de soudure agricole de juin à septembre. L'insécurité résiduelle dans le Centre et le Nord du pays continue d'engendrer des déplacements de populations. En fin décembre, plus de 205000 personnes avaient été dénombrées (Commission mouvement de population, janvier 2020). Ces mouvements se poursuivront au rythme des perturbations sécuritaires particulièrement dans la zone du Liptako Gourma.

Figure 2. Prévision de précipitation mai à juil. 2020



• **Main d'œuvre agricole et non agricole** : Les activités habituelles de main d'œuvre non agricole et de petits métiers de février à mai et celles liées à la campagne agricole de juin à septembre se dérouleront normalement dans le pays. Les revenus moyens issus de ces activités permettront aux ménages pauvres qui en dépendent d'améliorer leur pouvoir d'achat. Toutefois, dans les régions du nord et dans les zones du Centre, l'insécurité continuera d'affecter négativement les opportunités d'emplois de main-d'œuvre (construction, petits métiers, etc.), ce qui engendrera des revenus inférieurs à la moyenne.

Les marchés et les prix

• **Prix des céréales** : L'épuisement habituel des stocks pour les petits producteurs et les demandes de reconstitution des stocks communautaires et Institutionnels à partir de février-mars contribueront à rehausser la demande sur les marchés ; ce qui aboutira à la hausse saisonnière des prix à partir d'avril jusqu'en septembre mais moins marquée par rapport à une année normale. La tendance de prix de la principale céréale (mil) inférieure ou similaire par rapport à la moyenne sur les principaux marchés se maintiendra jusqu'en septembre.

• **Prix du bétail** : Les prix du bétail à la faveur des conditions d'élevage favorables devront se maintenir à un niveau moyen à supérieur à la moyenne. La baisse saisonnière des prix en avril à cause de la dégradation habituelle de l'embonpoint du bétail liée à la soudure pastorale sera observée jusqu'en juin. En dépit de la baisse des prix, ils resteront moyens à supérieurs à la moyenne excepté sur certains marchés proches des zones de conflit où la hausse inhabituelle des offres a contribué à baisser les prix du bétail. L'amélioration des conditions d'élevage à partir de juillet et les demandes pour la fête de Tabaski contribueront à améliorer les prix des animaux. Les termes de l'échange bétail céréales en dépit de leur amélioration resteront proches de la moyenne dans les zones pastorales.

Les autres facteurs clés

• **Achats institutionnels** : Les achats institutionnels dans le cadre de la reconstitution du stock national de sécurité de l'OPAM, pour environ 50 000MT de mil/sorgho et les achats du PAM et d'autres organismes humanitaires durant l'année 2020 dans le cadre du Plan National de Réponse seront moyens à inférieurs à la moyenne à cause de la prévalence des stratégies d'intervention basées sur les actions de transfert de cash/coupon et de résiliences au détriment des distributions de vivres.

• **Situation sécuritaire** : La situation sécuritaire instable observée devrait se maintenir dans les zones habituelles particulièrement dans la bande frontalière du pays avec le Burkina et le Niger (Liptako Gourma) à cause de la récurrence du conflit communautaire, du banditisme et des opérations militaires. Les perturbations des mouvements des personnes et des biens avec son lot de déplacement inhabituel de personnes, des morts et des dégâts sur les moyens d'existences continueront à être observés. Les négociations en cours et le renforcement des patrouilles militaires, contribueront à atténuer les difficultés de circulation dans certaines zones.

• **Actions humanitaires** : L'assistance humanitaire en vivres se poursuivra à l'endroit des populations déplacés dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) et aux populations en insécurité alimentaire particulièrement de juin à septembre. Le plan national de réponse en préparation prévoit une assistance alimentaire et de renforcement de la résilience pour plus d'un million de personnes. Des appuis en termes d'intrants agricoles pour la nouvelle campagne agricole et pour le soutien aux pasteurs en aliment de bétail et de soins zootechniques dans les zones de déficit de pâturage sont en cours ou prévus. Quant aux appuis à la réinsertion des populations retournées et rapatriées, ils se poursuivront durant toute la période du scénario. Ces programmes de renforcement de la résilience limiteront le recours des populations bénéficiaires à des stratégies d'adaptation négatives.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

La disponibilité en céréales globalement moyenne à supérieure à la moyenne dans le pays et les prix des denrées inférieurs à similaires à la moyenne permettent un accès moyen de la majorité des ménages à la nourriture en dépit des poches de baisse de production par endroits. La propre production bien que faible par endroits, les stocks issus des rémunérations en nature et en espèce des récoltes de même que les revenus moyens tirés des activités habituelles de mains d'œuvre agricole et non agricole permettent à la majorité des ménages pauvres d'accéder à la nourriture sans trop de difficultés. Le score de consommation alimentaire pauvre plus limite de 18,5 pour cent en septembre 2019 contre 20,5 pour cent en septembre 2018 est en amélioration par rapport à la soudure et proche du niveau moyen des mois de février. Par conséquent, la majorité des ménages du pays sera en situation d'insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC), de février à septembre 2020. La prévalence de la Malnutrition Aigüe Globale (MAG) au niveau national caractérisée de « élevée » selon la SMART juillet 2019 (10%), connaîtra sa détérioration habituelle à partir de mars/avril à cause de la réduction de volume et de la qualité des repas et de dégradation des conditions d'hygiène et de la prévalence des maladies respiratoires et parasitaires de juin à septembre.

Cependant, l'épuisement précoce des stocks pour les ménages du Sahel occidental de Kayes et par endroits dans la bande du fleuve de Gao et de Tombouctou à cause de la baisse moyenne à importante de production agricole liée à la mauvaise pluviométrie et aux dégâts des déprédateurs, engendrera leur dépendance plus accrue au marché que d'habitude pour leur approvisionnement en nourriture. Le recours atypique à la migration, l'intensification de la main d'œuvre et la vente inhabituelle de bétail plus élevée que la moyenne pour rehausser les revenus globalement en baisse, mettront les ménages pauvres en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) d'avril jusqu'en septembre 2020. Il en sera de même pour ceux victimes des inondations dans les autres régions et qui ont des difficultés à faire face à la fois aux besoins alimentaires et de reconstitution des moyens d'existence dégradés.

Dans les zones d'insécurité, particulièrement dans la région du Liptako Gourma, les ménages pauvres aux revenus en baisse surtout pour ceux de Bankass, Koro, Bandiagara, Douentza, Ménaka, connaissent une forte dégradation des moyens d'existence qui limite leurs capacités à satisfaire convenablement leurs besoins alimentaire et non alimentaire. Le score de consommation alimentaire pauvre et limite sera au-dessus de la moyenne observée habituellement pour la période et le déficit de protection de moyens d'existence s'aggravera d'avantage. L'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) de février à avril pour ces ménages en cette période de disponibilité de la propre récolte, des prix inférieurs à la moyenne, de la solidarité locale et des appuis du Gouvernement et des agences humanitaires connaîtra la dégradation saisonnière plus marquée que la moyenne à partir d'avril. Le recours aux stratégies d'adaptation négatives déjà élevé en septembre 2019 et la dépendance plus longue que d'habitude aux marchés, particulièrement pour les ménages déplacés, les mettront en situation d'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) à partir de mai jusqu'en septembre 2020.

Evènements qui pourraient changer les scenarios

Zone	Evènements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Retard et/ou insuffisance d'installation des pluies de juin à août	Un retard d'installation des pluies prolongera plus que d'habitude la soudure pastorale ; ce qui pourrait rehausser les risques de mortalité plus élevés de bétail par misère physiologique et par conséquent une baisse du revenu animalier. Le retard dans l'installation des cultures affectera négativement les productions de céréales attendues en septembre 2020.
	Dégâts des ennemis de culture d'avril à septembre	Les dégâts importants d'oiseaux granivores, des chenilles (légalionnaire et autres) sur les cultures de contre saison de février à juin et sur les cultures pluviales de juin à septembre peuvent réduire les disponibilités en céréales dans les zones agricoles et engendrer une hausse des prix des céréales.
	Inondation à cause des grandes pluies ou à une forte crue des fleuves	Les dégâts sur les cultures et les biens d'équipement dans les zones touchées de juillet à septembre affecteront négativement les moyens d'existence des ménages et réduiront les capacités des ménages à satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires.
Nord et centre du Mali	Intensification des perturbations des marchés à cause de l'insécurité	Une intensification des incidents sécuritaires affecterait davantage l'économie dans les zones concernées ; ce qui impactera négativement les revenus, les moyens d'existence des ménages et l'approvisionnement des marchés dans la zone.
Nord du Mali (ZONE 2, 3, 4), le Delta du Niger (ZONE 6) et la bande du sahel (ZONE 13)	Dégâts importants de feux de brousse sur les pâturages d'avril à mai	Les feux de brousse causent habituellement d'énormes dégâts sur les pâturages de février à mai ; ce qui engendrera une dégradation précoce des pâturages et des difficultés d'alimentation du bétail. La baisse d'embonpoint et de productions animales affectera négativement les revenus des ménages agropasteurs.

ZONES DE PREOCCUPATION

Les Zones de moyens d'existences 2 et 4 : Nord élevage de la région de Ménaka

Situation actuelle

Situation pastorale : Les pâturages et les points d'eau sont jugés moyennes dans l'ensemble. L'embonpoint du bétail est également moyen; ce qui est favorable à une production moyenne de lait dans la zone. Toutefois, la réduction de revenus pastoraux liée au mauvais embonpoint dans les zones d'accès difficiles aux pâturages à cause de l'insécurité, limite le pouvoir d'achat des ménages. La vaccination du cheptel en cours avec l'appui de certains partenaires (CICR, FAO) souffre de l'insécurité; ce qui réduit le niveau de la couverture vaccinale dans la zone.

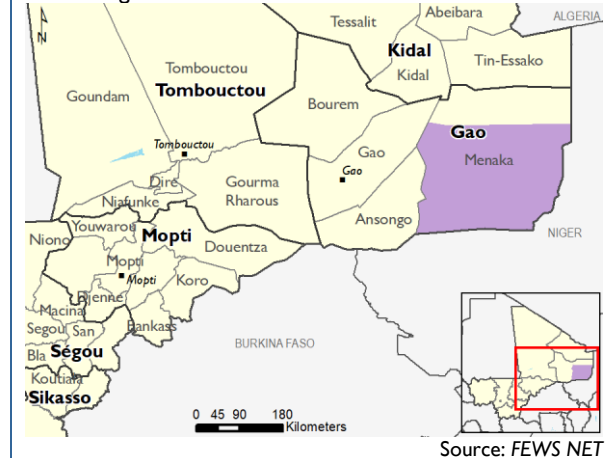
Marchés : L'approvisionnement en céréales à partir des marchés habituels de Gao, du Niger et de l'Algérie est moyen, même si pour le Niger, une baisse est observée à cause de la recrudescence des attaques ces derniers mois. Le prix du mil est stable sur les principaux marchés de la zone par rapport au mois dernier. Par rapport à la moyenne quinquennale, il est en hausse de 11 pour cent à Gao, 20 pour cent à Ménaka et 9 pour cent à Ansongo. Les termes de l'échange chèvre/mil sont stables par rapport au mois passé à Ansongo et Ménaka et en baisse de 7 pour cent à Gao. Par rapport à la moyenne quinquennale, ils sont pratiquement similaires à la moyenne sur les trois marchés de Gao, d'Ansongo et de Ménaka ; ce qui est favorable à un accès moyen des ménages pasteurs aux marchés.

Evolution des moyens d'existence : Les sources de revenus dans la zone sont constituées principalement des transferts des migrants partis en nombre à cause de l'environnement socio-économique qui n'offre plus d'opportunités d'emplois, les activités de main d'œuvre, de transport, de courtage, de vente de paille, et qui ne procurent que des revenus globalement inférieurs de plus de 50 pour cent de la moyenne à cause de la situation sécuritaire instable. La taille du cheptel connaît une réduction importante, voire une décapitalisation à cause de leur forte sollicitation et ou des vols/pillages enregistrés. Les déplacements continuent des ménages avec perte de bien et arrêt des activités économiques réduisent significativement leurs moyens d'existence. Le recours aux stratégies de crise à urgence pour 46,7 pour cent des ménages de la zone selon ENSAN de septembre 2019 dénote des difficultés pour les ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires. La faiblesse des effectifs vendables de bétail à cause de leur épuisement pour les pauvres ne procure que des revenus en dessous de la normale en dépit des prix du bétail similaires à supérieurs à la moyenne.

Assistances humanitaires : Les appuis humanitaires de vivres et de non-vivres de la part des différents partenaires se poursuivent aussi bien pour les ménages déplacés que pour les ménages hôtes. Cependant une baisse importante des opérations est observée à cause des multiples braquages et pillage des magasins des humanitaires ayant provoqué le retrait de certains partenaires de la zone; ce qui limite le niveau de l'assistance humanitaire dans la zone.

Situation sécuritaire/mouvement des populations : La situation sécuritaire reste marquée par la persistance des incidents sécuritaires et qui ont connu ces derniers temps une recrudescence à la bande frontalière. Elle se caractérise par la multiplication des actes de braquage sur les axes routiers, les conflits entre groupes armés, les opérations militaires qui, perturbent sérieusement les mouvements des personnes et des biens ainsi que le fonctionnement des marchés. Les mouvements inhabituels de personnes, particulièrement dans la bande frontalière avec le Niger qui en résulte, rehausse la vulnérabilité des ménages déjà éprouvés. En fin décembre 2019, 17 758 personnes déplacées ont été enregistrées selon la Commission Mouvement de Populations. Ces personnes déplacées se trouvent dans des besoins d'assistance en vivres, CASH, Abri et NFI. Aussi, les dernières attaques terroristes au Niger ont engendré un flux de réfugiés de plus d'un millier de personne (ressortissant ou non) dans la région fuyant les zones de conflit.

Figure 3. Carte de la zone de moyens d'existence 2 et 4 dans la région de Ménaka



Suppositions :

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire dans la zone de « Nord élevage » de février à septembre 2020, se fonde sur les hypothèses spécifiques suivantes :

- **Approvisionnement des marchés et prix des céréales :**

L'approvisionnement des marchés en céréales à partir des marchés habituels d'approvisionnement de Gao, du Niger pour le mil et les légumineuses et d'Algérie pour le riz, les pâtes alimentaires et d'autres denrées (huiles, lait) se poursuivra au rythme de l'évolution sécuritaire sur les principaux axes. Le prix du mil en hausse de 20 pour cent par rapport à la moyenne en janvier devraient suivre son évolution saisonnière à un rythme moins marqué que d'habitude avec une quasi-stabilité durant toute la période du scénario. Il en sera de même sur les marchés d'approvisionnement où ils seront légèrement supérieurs à la moyenne quinquennale de (5 à 10 pour cent).

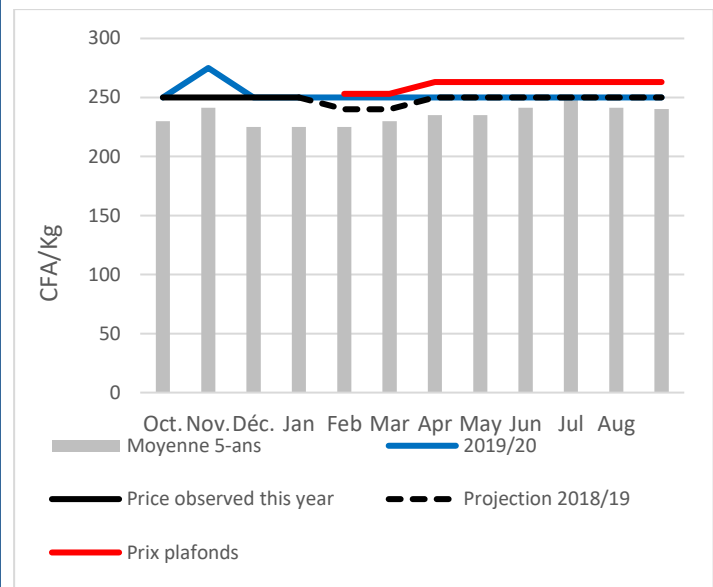
- **Revenus pastoraux/Productions animales :** Les productions animales, principalement le lait et les produits laitiers, connaîtront leur baisse saisonnière à cause de la dégradation habituelle des conditions d'élevage à partir de mars jusqu'en juin mais plus marquée dans les zones où l'accès aux pâturages reste difficile. La reconstitution des conditions d'élevages à partir de juin/juillet grâce à l'installation des pluies relancera la production laitière, ce qui améliorera la consommation alimentaire des ménages. La soudure pastorale normale attendue est favorable au maintien d'un embonpoint moyen des animaux ; ce qui maintiendra les prix des animaux à des niveaux moyens à supérieurs à la moyenne. Toutefois, les revenus globaux tirés de la vente des animaux et des productions animales resteront en dessous de la moyenne à cause de la réduction du capital animalier surtout pour les ménages très pauvres.

- **Evolution des moyens d'existence :** La baisse des opportunités de revenus voire l'arrêt de certaines activités économiques à cause de l'insécurité dans la zone réduit significativement le revenu des ménages en dessous de la moyenne. La dégradation et les pertes de biens, de bétail et les mouvements inhabituels amènent les ménages à recourir à des stratégies d'adaptations négatives de décapitalisation du bétail, d'abandon de village, de migration atypique et de réduction des dépenses alimentaires et non alimentaires. Les activités d'auto-emplois notamment, la vente d'objets artisanaux est largement en dessous de la moyenne à cause de la réduction des opportunités liées au tourisme qui connaît un arrêt à cause de la menace djihadiste. La pression s'accroîtra sur les moyens d'existence et aboutira à un déficit de protection de moyens d'existence pour 10 pour cent de la population et de déficit de survie pour 5 pour cent des ménages en zone agricole de juin à septembre selon l'analyse Outcom Analysis de FEWSNET de septembre 2019.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Les prix des céréales similaires à légèrement supérieurs à la moyenne, les termes de l'échange bétail/céréales favorables aux éleveurs et la disponibilité moyenne de la propre récolte, du lait, des produits laitiers et des produits de cueillette favorisent un accès moyen des ménages aux vivres sans grande difficulté entre février et mars. Les ménages qui ont recours à l'intensification des activités de mains d'œuvre, de réduction des dépenses non alimentaires pour satisfaire leurs besoins alimentaires seront en insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) de février à avril 2020.

De mai à septembre, la baisse globale des revenus liée aux séquelles de la crise sécuritaire sur l'environnement économique et la dégradation des termes de l'échange bétail/céréale par rapport à la moyenne limiteront l'accès des ménages pauvres à la nourriture particulièrement à la soudure qui sera précoce pour les ménages de mai à septembre. La consommation alimentaire connaîtra la dégradation plus marquée que d'habitude à cause de la soudure précoce, du recours plus accru aux stratégies de réduction des dépenses alimentaires. Le score de consommation alimentaire pauvre plus limite pour 33,6 pour cent des ménages de la zone en Septembre 2019 selon ENSAN sera atteint voire dépasser à cause de la perturbation sécuritaire plus importante qu'en 2019. Les ménages, incapables de satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires auront recours à des stratégies d'emprunt, de dépendance des aides, des parents, des humanitaires et de déplacements

Figure 4. Projection de prix pour le mil à Gao

Source: FEWSNET

inhabituels vers des zones plus propices. La réduction du volume des repas, voire du nombre de repas, pour les ménages pauvres contribueront à la dégradation de la situation nutritionnelle déjà critique (15,5 pour cent) selon le seuil OMS (+15 pour cent). Le recours aux stratégies d'adaptation de crise et d'urgence pour 73,9 pour cent des ménages selon ENSAN de septembre 2019 ne devrait pas connaître une amélioration à cause de la persistance de l'insécurité. Par conséquent, les ménages en insécurité alimentaire de stress se retrouveront en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) de mai à septembre 2020.

Évènements qui pourraient changer le scénario

Évènements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Évènements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Toute la région	Dégâts importants de feux de brousse sur les pâturages de mars à mai	Les feux de brousse causent habituellement d'énormes dégâts sur les pâturages de février à juin; ce qui engendrera une dégradation inhabituelle des pâturages et induire des difficultés d'alimentation du bétail. La baisse d'embonpoint et de productions animales voire de mortalité qui en découlera, affectera négativement les moyens d'existences des ménages agropasteurs.
	Retard d'installation des pluies	Un retard d'installation des pluies à temps en juin/juillet prolongera plus que d'habitude la soudure pastorale, ce qui serait affectera négativement l'alimentation du bétail et par conséquent les productions animales et aboutir à des mortalités du bétail plus élevées que la moyenne.
	Epizootie de décembre à mai	L'insécurité limite les activités du service vétérinaire ce qui pourrait engendrer une recrudescence des épizooties comme la fièvre aphteuse, la péri pneumonie contagieuse bovine et les charbons (bactérien et symptomatique) dans les zones de concentration de bétail. Les pertes de ressource par mortalité et baisse des productions animales affecteront négativement le capital animalier des éleveurs et leurs revenus.
	Arrivée de réfugiés Nigériens	L'arrivée de réfugiés nigériens en nombre de plus en plus important et avec leur bétail créera une concentration inhabituelle sur les ressources pastorales dans la zone frontalière, ce qui en plus d'engendrer une dégradation rapide des parcours affectera l'embonpoint et les productions animales très importantes pour les populations éleveurs dans la zone.
Les zones frontalières avec le Niger	Appuis humanitaires conséquent en vivres et en non-vivres pour les ménages pauvres dans la zone	Une intensification des appuis couvrant au moins 20 pour cent des besoins pour la majorité des ménages pauvres affectés par la crise sécuritaire et par les déplacements inhabituels, les inondations améliorera la situation alimentaire de la zone.

La Zone de moyens d'existence 9 : Centre sorgho/mil de Bankass et de Koro

Il s'agit des communes des cercles de Bankass, de Koro et des communes voisines de Douentza et de Bandiagara touchées par l'insécurité et qui connaissent une forte perturbation des activités économiques et des difficultés à cultiver à cause de ces conflits.

Situation actuelle

Productions agropastorales : Les récoltes moyennes en cours pour les cultures de contre-saison de maraichage, procurent des revenus moyens aux ménages exploitants dans les zones où la sécurité et la disponibilité en eau l'ont permise. Les déplacements de population dans la bande frontalière avec le Burkina ont réduit comme pour les cultures de saison, les niveaux de réalisation dans ces zones. Les récoltes de céréales sont globalement moyennes dans la zone mais mauvaises à très mauvaises dans les communes de la zone du Liptako Gourma et de celles voisines dans les cercles de Douentza (Mondoro, Boni) et de Bandiagara (Sangha et Barapireli) où plus de 30 pour cent des villages ont connu des pertes de 30 à 50 pour cent voire abandon de superficie par rapport à la campagne dernière (2018/19) selon une analyse basée sur les images satellitaires par le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Des pillages et des dégradations de récoltes sont observés dans la zone à la suite des conflits ; ce qui réduit les disponibilités céréalieres dans la zone.

Les pâturages moyens dans l'ensemble et la disponibilité des résidus de récoltes sont favorables à une alimentation adéquate des troupeaux. La descente habituelle des troupeaux vers les pâturages de saison sèche (les bourgoutières du delta) est en cours tandis qu'elle est fortement perturbée par l'insécurité dans la bande frontalière avec le Burkina Faso, engendrant des mouvements inhabituels vers la région de Ségou. La disponibilité de lait est faible à cause du départ précoce des troupeaux lié aux déplacements des populations éleveurs.

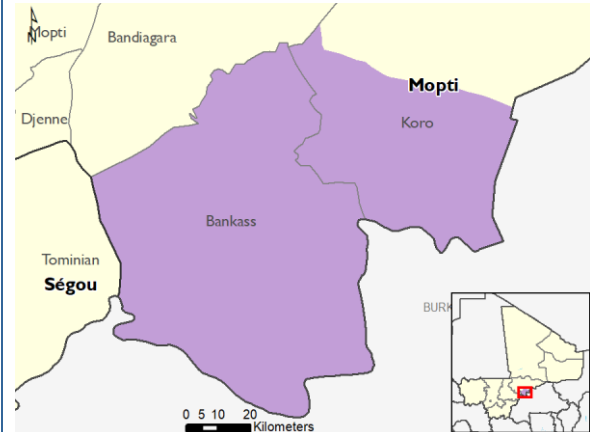
Les pâturages moyens dans l'ensemble et la disponibilité des résidus de récoltes sont favorables à une alimentation adéquate des troupeaux. La descente habituelle des troupeaux vers les pâturages de saison sèche (les bourgoutières du delta) est en cours tandis qu'elle est fortement perturbée par l'insécurité dans la bande frontalière avec le Burkina Faso, engendrant des mouvements inhabituels vers la région de Ségou. La disponibilité de lait est faible à cause du départ précoce des troupeaux lié aux déplacements des populations éleveurs.

Marchés : L'approvisionnement des marchés se poursuit avec une réduction des offres par rapport à la moyenne liée à la baisse de la fréquentation des principaux marchés consécutive aux braquages, la pose des engins explosifs improvisés et des tueries. Une légère amélioration dans la demande est observée par rapport au mois passé grâce aux opérations militaires dans la zone mais reste faible sur les petits marchés dans la zone frontalière où d'importants dysfonctionnements sont observés. Le prix du mil, qui est la principale céréale, est par rapport à la moyenne en fin janvier 2020 en baisse de 21 pour cent par à Bankass, 12 pour cent à Bandiagara, 11 pour cent à Koro; ce qui est favorable à un accès moyen des ménages aux denrées. Quant aux prix de la chèvre, ils sont par rapport à la moyenne quinquennale similaires ou en légère hausse à Bankass, Douentza, Koro, et Bandiagara (+5 pour cent). L'accès physique difficile aux marchés à cause de l'insécurité ne permet pas de profiter des opportunités moyennes de vente des animaux qui sont cédés sur place à des prix nettement inférieurs aux prix habituels de la période dans les communes fortement touchées par l'insécurité. Aussi, la volonté de déstockage inhabituelle pour limiter les pertes par vol/pillage abaissent les prix des animaux de plus de 30 pour cent de la moyenne, ce qui réduit le revenu tiré de la vente du bétail notamment pour les ménages déplacés.

Situation sécuritaire/mouvement des populations : La situation sécuritaire reste volatile en dépit de la poursuite active des opérations militaires. La persistance des braquages sur les axes routiers, la pose d'engins explosifs et les affrontements entre groupes armés, limitent les mouvements des personnes et des biens dans la zone. La baisse de niveau des activités économiques voire leur arrêt, les pillages et les vols de bétail et de récoltes de mêmes que les déplacements inhabituels de personnes et des pertes en vies humaines affectent négativement les moyens d'existence des ménages dans la zone et rehaussent leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. En fin décembre environ 71,700 déplacés ont été enregistrés soit une hausse de 18 pour cent par rapport à Octobre 2019 dont plus de 45,600 déplacées dans les cercles de Bankass, Koro, Bandiagara, Douentza. Les pertes de biens et des activités économiques, limitent la capacité des ménages à satisfaire convenablement leurs besoins alimentaire et non alimentaire, et leur accès aux services sociaux de base ; ce qui rehausse la prévalence des maladies et de la malnutrition.

Assistances humanitaires : L'assistance humanitaire en vivres en non-vivres par le Gouvernement et les agences humanitaires particulièrement pour les ménages déplacés dans le cadre du mécanisme rapide de réponse et des populations hôtes se poursuit dans la zone. Elle constitue la principale source de nourriture pour certains ménages qui ont tout abandonné dans

Figure 4. Carte de la zone de moyens d'existence 9 de Bankass et Koro



Source: FEWS NET

le déplacement. Le programme de dépistage et de prise en charge des cas de malnutrition par l'Etat et les partenaires humanitaires (UNICEF, PAM,) se poursuit avec des difficultés par endroits liées à l'insécurité ; ce qui, en plus d'un accès limité aux vivres contribue à dégrader davantage la situation nutritionnelle dans la zone

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire dans la zone de conflit des cercles de Bankass et de Koro de février à septembre 2020, se fonde sur les hypothèses spécifiques suivantes :

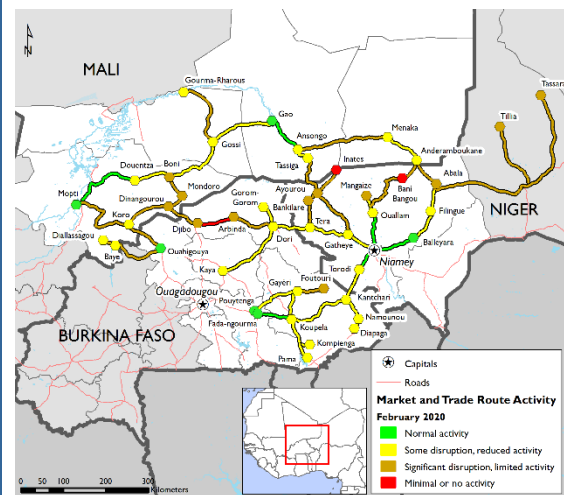
- Situation sécuritaire** : La situation sécuritaire dans la zone du Liptako Gourma qui connaît une recrudescence à la bande frontalière continuera à enregistrer des incidents liés aux attaques de groupes armés et des braquages dans la zone en dépit des efforts fournis par le Gouvernement, ses partenaires et aussi par les responsables communautaires. La situation restera perturbée durant toute la période du scénario même si une baisse d'intensité pourrait être observée à la suite des négociations et la réorganisation opérationnelle en cours au niveau des pays concernés.
- Activités économiques** : Les perturbations de mouvement des personnes et des biens à cause de l'insécurité ne sont pas favorables à une reprise économique adéquate dans la zone. Les mouvements inhabituels de populations en cours et les dysfonctionnements des activités économiques qui s'en suivent, laissent moins d'opportunités de revenus aux ménages ; ce qui réduit en dessous de la moyenne, les revenus des ménages de février à septembre 2020. Les destructions et les pillages de biens (bétail, récoltes, etc.) affecteront négativement les moyens d'existence des ménages qui connaissent déjà un déficit de protection pour 20 pour cent des ménages selon le Outcom Analysis de FEWSNET de septembre 2019.
- Prix des céréales** : La tendance des prix des céréales en baisse par rapport à la moyenne sur les principaux marchés de la zone se maintiendra en dépit des perturbations sécuritaires. A partir d'avril, la hausse saisonnière sera observée et qui se poursuivra jusqu'en septembre à un rythme faible. La tendance de prix inférieurs à la moyenne devrait se maintenir durant toute la période du scénario à cause de la baisse de la demande en dessous du niveau moyen surtout que l'axe avec le Burkina Faso reste très perturbé avec les attaques terroristes et les opérations militaires.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

La disponibilité bien que faible de la production de céréale, le niveau des prix en dessous de la moyenne sont favorables à un accès moyen des ménages et une diversification alimentaire pour les ménages qui auront recours aux marchés en cette période. Toutefois, l'épuisement précoce des stocks notamment dans les zones fortement touchées par la baisse de production amènera les ménages pauvres à recourir plus longtemps que d'habitude aux marchés et à des stratégies d'adaptation, qui affecteront négativement leur consommation alimentaire. Le score de consommation pauvre en dépit de son amélioration par rapport à septembre devrait être au-dessus de la moyenne des mois de février qui est d'environ 20 pour cent selon les enquêtes ENSAN des cinq dernières années. Les ménages pauvres incapables de satisfaire leurs besoins alimentaire et non alimentaire ont recours précocement aux emprunts, à la migration inhabituelle et la vente de biens, ce qui rehausse le déficit de protection des moyens d'existence. Par conséquent, les ménages pauvres dans la zone se trouvent globalement en situation d'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) de février à avril 2020 bien que les déplacés en besoin d'assistance et n'atteignant pas les 20% pour phaser toute la zone seront en Stress avec nécessité d'assistance (Phase 2 ! de l'IPC).

L'épuisement précoce des stocks lié à la baisse importante de production agricole et la dépendance plus longue que d'habitude des ménages pauvres et très pauvres au marché nécessite des moyens qui dépassent leur capacité dans un environnement où les revenus sont globalement en baisse. La réduction des dépenses alimentaires à travers le choix des aliments les moins chers et la réduction des volumes voire du nombre de repas pour les plus pauvres dégraderont la consommation alimentaire. Le score de consommation alimentaire pauvre sera supérieur au taux moyen des mois de septembre de 25 pour cent à Koro et de 10 pour cent à Bankass. La soudure précoce dès avril au lieu de juin intensifiera plus que la moyenne, le recours à la vente de biens/équipements, de ventes inhabituelles de bétail et de dépendance aux

Figure 5 : Fonctionnement des marchés dans la zone du Liptako Gourma, février 2020



Source: FEWS NET

emprunts et aux envois des migrants et à l'aide pour les déplacés. Quant à la malnutrition, elle connaîtra sa dégradation habituelle mais plus marquée qu'en année moyenne à cause de la soudure précoce et sera au-dessus du taux de prévalence mesuré selon l'enquête SMART de décembre 2018 qui était de 10,8 pour cent pour 2,6 pour cent de cas sévères. Les ménages pauvres en déficit de protection de moyens d'existence particulièrement pour les ménages déplacés et incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation négatives seront en insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC) de mai jusqu'en septembre 2020.

Événements qui pourraient changer le scénario

Tableau I. Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
La zone du Liptako Gourma	Exacerbation de l'insécurité	Une intensification des actes d'insécurité affecterait d'avantage l'environnement économique dans les zones concernées ; ce qui impactera négativement les moyens d'existence des ménages, l'accès humanitaire dans la zone et rehausserait la vulnérabilité des ménages pauvres et des ménages déplacés à l'insécurité alimentaire.
	Déficits pluviométriques de juin à septembre	Une mauvaise pluviométrie dans la zone entraînerait une rétention des stocks ; ce qui affectera les offres sur les marchés et engendrera une hausse des prix sur les marchés. La hausse des prix des céréales et la baisse des opportunités d'emplois agricoles qui en résulteraient rehaussera les difficultés alimentaires pour les ménages pauvres.

Autres zones de préoccupation dans le pays

Les ménages pauvres victimes des inondations de juillet à septembre 2019 particulièrement dans les régions de Tombouctou, Ménaka, Ségou, Koulikoro, Gao et le District de Bamako et estimé à environ 90,000 personnes auront des difficultés à satisfaire convenablement leurs besoins alimentaires et de reconstitution des moyens d'existence dégradés. Ces ménages pauvres victimes des inondations et qui n'atteignent pas le seuil des 20 pour cent requis pour phaser toute une zone, seront en situation d'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC) à partir de mars avec nécessité d'appui extérieurs pour éviter une dégradation de leurs moyens d'existence.

La soudure précoce d'un à deux mois plus que la moyenne, liée à la baisse importante des productions agricoles dans les cercles de Niolo, Yélimané, Kayes et le Nord de Diéma, de même que par endroits dans la bande du fleuve de Tombouctou et de Gao engendre une dépendance plus longue que d'habitude aux marchés des ménages pauvres pour leurs approvisionnement en vivres. Les ménages dans ces zones sont en situation d'insécurité Minimale (Phase 1 de l'IPC) de février à mars grâce à leurs propres récoltes même faibles, des rémunérations en nature, de la solidarité locale et des prix des céréales en dessous de la moyenne. A partir d'avril, la hausse des prix des céréales et la longue dépendance au marché, nécessitent des moyens qui dépassent les capacités des ménages pauvres. Ils ont alors recours de façon atypique à l'intensification des activités de mains d'œuvres, de migration, aux emprunts, à la vente de biens, de réduction des dépenses non alimentaires et alimentaires (opter pour les aliments les moins chers). Les envois moyens à supérieurs à la moyenne des migrants et les revenus de la main d'œuvre agricole pendant la soudure limiteront la dégradation des moyens d'existence et amélioreront l'accès des ménages aux marchés. Par conséquent, ils seront en insécurité alimentaire de Stress de mai à septembre (Phase 2 de l'IPC).

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).